

SAUVER LE DARFOUR, SLD

10 rue St Claude 75003 Paris

06 16 01 73 40

www.sauverledarfour.org



L'intervention enfin possible ?

Dans le plus grand pays d'Afrique, au Soudan, un génocide est en cours.

Depuis que le gouvernement et une partie de la faction rebelle de Minni Minawi ont signé un accord de paix factice en mai 2006 les violences se sont fortement accrues au Darfour et la situation humanitaire dégradée.

De nombreux experts craignent l'intensification des

combats et un deuxième génocide.

Les Janjawids, ces cavaliers de la terreur, ont attaqué le camp de réfugiés de *Halijlila* ainsi qu'une dizaine de villages, situés dans la région de *Djebel Moun*, à la frontière avec le Tchad.

Un rééquilibrage des forces en présence semble pourtant se dessiner. Selon Jan Pronk¹ les forces soudanaises ont récemment subies au Darfour deux défaites majeures, et connues d'importantes désertions.

Le Soudan persiste dans son refus de l'envoi des forces de maintien de la paix dans la région, pour remplacer les troupes de l'Union Africaine.



Un milicien Janjawid à cheval, Reuters.



La confrontation avec les Nations Unies est à son paroxysme : expulsion du Soudan du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Jan Pronk, conflits avec le Tchad et la République centrafricaine... Le conflit risque donc de s'internationaliser.

Après l'échec international face au génocide rwandais, et **après la proclamation par l'ONU d'une «responsabilité de protéger»**, la France devrait prendre le leadership d'une **intervention internationale au Darfour**, où un nouveau génocide est en cours.

L'absence de fermeté des négociateurs internationaux influents sur ce dossier depuis 2003 face aux comportements les plus violents des belligérants a discrédité les menaces d'intervention et a installé un climat d'impunité au Darfour.

La communauté internationale a appelé à nouveau le gouvernement soudanais à accepter le déploiement de Casques bleus au Darfour pour éviter les «*nettoyages ethniques*» et les catastrophes humanitaires, mais les autorités de Khartoum s'opposent toujours aux résolutions du Conseil de sécurité.

L'organisation International Crisis Group (ICG) demande à ce qu'une opération militaire engageant jusqu'à 50 000 hommes soit envisagée comme dernier recours. Louise Harbour, haut commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme souhaite de son côté que la CPI (Cour Pénale Internationale) soit présente au Darfour. Le temps de l'intervention semble venu.

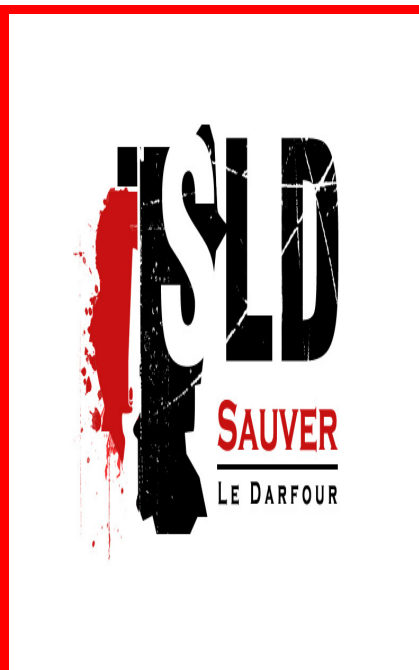
Mahor Chiche, Président de Sauver Le Darfour, SLD

¹ - Envoyé spécial de Kofi Annan.

Le premier défi du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon : *rassembler la communauté internationale pour le Darfour*



Kofi Annan : Il a reconnu l'escalade en matière de violations des droits de l'homme et l'échec de l'ONU au Darfour.



Ban Ki-Moon : Il devra rassembler la Communauté internationale pour Sauver Le Darfour.

Ban Ki Moon, le ministre sud coréen des affaires étrangères accèdera le 1^{er} janvier 2007 au poste de Secrétaire général de l'ONU et deviendra le 8^{ème} en titre.

Le jour de son entrée en fonction risquait symboliquement de coïncider avec une triste date : celle de la fin du mandat de l'Union Africaine au Darfour (finalement le mandat de l'UA a encore une fois été prorogé de six mois) et risquait de ce fait de sonner la fin du semblant de protection des *Darfouris*.

Cette prorogation du mandat de la force africaine n'a jamais rien empêché, mais aujourd'hui la situation empire, c'est toute la région qui s'embrase. **Le Tchad et la République Centrafricaine sont déstabilisés.** Le nouveau Secrétaire général de l'ONU devra donc faire de la mise en œuvre de la résolution 1706 une priorité. Les Casques bleus doivent se déployer avant le 30 janvier 2007 afin de renforcer la présence des troupes de l'Union Africaine.

Son prédécesseur, Kofi Annan, n'était pas parvenu à ce que l'ONU protège les populations civiles du Darfour alors que cela relevait de sa responsabilité. Sous son mandat, 300 000 personnes ont péri et 3 millions de personnes ont été déplacées de force.

Kofi Annan s'est montré très soucieux du sort de ces populations civiles mais n'a jamais réussi à y faire intervenir l'ONU. **Jamais le temps de l'action au Darfour ne vint.**

S'il avait bien qualifié la situation d'enfer sur terre et exhorté les Etats à agir ; il a lui même reconnu que l'ONU a échoué au Darfour, sa seule voix n'a pas suffi !

L'ONU et ses Etats membres ont donc échoué, 14 ans après le génocide rwandais aucune leçon n'a été tirée quant à l'envoi des Casques bleus pour protéger des populations.

Pour agir, le Secrétaire général des Nations Unies ne peut se substituer à la

volonté politique des Etats membres. Toutefois, pour faire cesser le premier génocide du XXI^{ème} siècle, son rôle est de rappeler les Etats membres à leur devoir de protection tel que prévu par la Charte des Nations Unies et de favoriser la mise en œuvre du principe récemment proclamé de **«responsabilité de protéger»**.

Lors de sa première conférence de presse du 13 octobre, Ban Ki Moon a cité « *la crise sécuritaire et humanitaire au Darfour* » parmi ses grands défis. Selon lui, « *les conflits en Afrique exigent une réponse concrète* ».

Le 20 octobre 2006, il a déclaré vouloir **rétablir la confiance au niveau international et mettre un terme aux divisions au sein de la communauté internationale.**

En effet, les dissensions des membres de la communauté internationale sur le sujet du Darfour sont persistantes alors que Khartoum poursuit son génocide.

Le 1^{er} novembre, George W. Bush, a fait part d'un nouveau plan pour le Darfour sans préciser en quoi il consisterait.

En raison de la persistance de l'opposition du gouvernement soudanais au déploiement de Casques bleus au Darfour, il a proposé le déploiement d'une force internationale « *crédible et efficace* », plutôt qu'une force de l'ONU.

La crainte que l'ONU et le multilatéralisme soient une nouvelle fois contournés et sa légitimité anéantie surgit donc une nouvelle fois.

Monsieur Ban Ki Moon, souvent qualifié de candidats des Etats-Unis, est censé réconcilier l'administration américaine avec les Nations Unies. **Le Darfour est l'occasion de mettre en œuvre cette réconciliation nécessaire à la survie de l'organisation onusienne.**

Le 2 novembre 2006, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Liu Jianchao a déclaré : « *nous estimons que les Nations Unies doivent et peuvent jouer un rôle actif dans la résolution de cette question [du Darfour]. Mais nous estimons qu'en ce qui concerne des mesures spécifiques, la communauté internationale a besoin de respecter les inquiétudes raisonnées et obtenir l'accord du gouvernement soudanais* ».

Cette position chinoise persistant à demander l'assentiment du gouvernement soudanais pour envoyer les Casques bleus au Darfour est une impasse en ce que **la Communauté internationale ne peut priver le diable de l'enfer avec son consentement.** Après trois ans de négociations et six résolutions onusiennes, le veto chinois persiste tandis que la nature du régime de Khartoum et sa volonté de gagner du temps restent la réalité.

Les qualités d'homme de compromis de Ban Ki Moon sont vantées par les diplomates onusiens. Elles devront lui permettre de convaincre la Chine et la Russie de lever leur veto à l'envoi de toute force internationale et pourquoi pas d'envoyer les Casques bleus au Darfour même sans le consentement du gouvernement soudanais. A défaut, son nouveau mandat aura été inutile.

L'autorité de l'ONU, maintes fois bafouée au Darfour, doit être réaffirmée. Dans ce but, Ban Ki Moon aura **30 jours pour rassembler la communauté internationale pour faire cesser les exactions du pouvoir génocidaire de Khartoum par l'envoi des Casques bleus.**

L'honneur de l'ONU est en jeu au Darfour !

Le génocide confirmé par un ex-Janjawid

Le témoignage d'Ali-Dily est accablant pour le gouvernement de Khartoum. Sous le nom d'Ali-Dily, un ancien membre des Janjawids – ces miliciens accusés de génocide contre les populations non arabes au Darfour – raconte comment, pendant trois ans, **il a sous l'impulsion du gouvernement soudanais incendié plus de trente villages, tué ou pillé et comment les soldats gouvernementaux ont formé et équipé les Janjawids.**



Photo La Presse

« En 2003, "Ali-Dily" raconte avoir été poussé par les anciens de son village, pressés en ce sens par le gouvernement, à abandonner son troupeau de dromadaires pour rejoindre les Janjawids. **Les miliciens étaient formés pour "le nettoyage ethnique". "Pour quoi [d'autre] voudriez-vous attaquer des villages, déplacer les gens et les tuer par milliers ?" Il explique qu'avec une vingtaine d'autres jeunes, il a rejoint un camp d'entraînement où les hommes chargés de les former "portaient les uniformes des militaires [gouvernementaux]".**

Il indique aussi qu'un "visiteur régulier et bien connu" était le ministre de l'intérieur soudanais (désormais ministre de la défense), Abdul Rahim Mohammed Hussein. Dans ces camps, pendant une vingtaine de jours, on leur expliquait comment se servir d'une arme – dans son cas, une kalachnikov –, et comment attaquer un village. Et on leur promettait d'importantes sommes d'argent ». **Les opérations qu'il décrit ont manifestement les caractères d'un génocide. « Les ordres venaient toujours du gouvernement », poursuit-il.** Il explique que les attaques commençaient tôt le matin et duraient généralement toute la journée. **Les ordres étaient de détruire tout le village et de n'épargner ni les femmes ni les enfants : "on nous disait : 'tuez les Noirs ! Tuez les Noirs !'", raconte "Ali-Dily". La majorité [des victimes] étaient des civils, surtout des femmes.** »².

² -Témoignage accablant d'Ali-Dily diffusé par la BBC le 18 octobre 2006.

Washington étudie l'option de frappes aériennes contre le Soudan

Jean-Philippe Rémy, *Le Monde*, 14 octobre 2006

Alors que les combats entre rebelles et troupes régulières, au Darfour, risquent à la fois de s'étendre à nouveau dans la région de l'ouest du Soudan et de gagner le Tchad voisin, quels moyens reste-t-il pour éviter une catastrophe majeure ? Une résolution votée le 31 août par les Nations unies prévoit bien le déploiement, au Darfour, de 22 000 casques bleus en remplacement des casques verts de la Mission de l'Union africaine (AMIS), globalement incapable de défendre efficacement les populations du Darfour. Mais ce déploiement est rejeté par le président soudanais, Omar Al-Bachir, qui menace de faire du Darfour le "tombeau" des casques bleus.

Plusieurs initiatives sont en cours dont celle de trois présidents africains qui tenteront, mardi 17 octobre, de faire plier M. Bachir. Mais les déclarations du président nigérian Olusegun Obasanjo sur un "génocide" en cours au Darfour, qualification contestée par les principaux experts, compromettent cette initiative.



Devant le blocage diplomatique, l'organisme de réflexion sur les conflits International Crisis Group (ICG), qui a suivi la situation au Darfour depuis le début de la guerre civile, en 2003, recommande maintenant d'appliquer des mesures coercitives sérieuses, incluant,

notamment, des sanctions contre des responsables soudanais et un blocus naval sur les exportations du pétrole brut soudanais.

ICG recommande aussi d'interdire le survol du Darfour par les forces aériennes soudanaises, une mesure qui serait contrôlée par des avions français et américains. Cette hypothèse rejoint au moins en partie une option militaire discutée dans des cercles militaires à Washington. Selon une source occidentale proche des services de renseignement américains, des "frappes chirurgicales" sont "bel et bien considérées", et permettraient "à la communauté internationale de gagner du temps pour monter une réponse plus solide aux réticences soudanaises".

Leur objet serait de détruire, au moins partiellement, les moyens aériens soudanais, de façon à empêcher les bombardements des civils et d'entraver le ravitaillement des renforts de l'armée soudanaise au Darfour, qui y a massé près de 30 000 hommes supplémentaires. Selon une source diplomatique, les résultats de la visite au Soudan d'Andrew Natsios, envoyé spécial du président George Bush pour le Darfour, seront "déterminants" pour évaluer la gradation des mesures prises à l'encontre de Khartoum, en écho à la mise en demeure de Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat américaine, à l'adresse du gouvernement soudanais : "coopération ou confrontation".



Le rapport de l'International Crisis Group (ICG)

La diplomatie internationale n'a pas réussi à faire cesser l'effusion de sang au Darfour (ouest du Soudan), estime un groupe de réflexion indépendant, pour qui l'imposition de sanctions sévères au régime de Khartoum serait le seul moyen de sortir de l'impasse.

L'International Crisis Group (ICG) recommande dans son rapport d'**imposer** aux hauts responsables du Parti du congrès national du président soudanais Omar el-Béchar des **interdictions de voyager et de geler leurs avoirs**.

Il suggère également d'envisager des sanctions pétrolières contre le Soudan et la création d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour.

« L'impasse sur le déploiement d'une force de maintien de la paix de l'ONU est une conséquence directe de l'échec de la communauté internationale qui (...) n'a pas réussi à appliquer des pressions diplomatiques et économiques sur le gouvernement du Soudan et ses hauts responsables ».

RETROUVEZ L'INTEGRALITE DE L'EMISSION :

DU GRAIN A MOUDRE

SPECIALE DARFOUR

Darfour : Un conflit racial ?

AVEC :

- Mahor Chiche, Président et fondateur de l'association Sauver Le Darfour, SLD.

- Marc Lavergne, géographe et politologue.

- Catherine Simon, grand reporter au journal Le Monde.

- Paul Quilès, député du Tarn, Vice-président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

Sur France CULTURE :

www.radiofrance.fr

Sur Sauver Le DARFOUR :

www.sauverledarfour.org



Camp de réfugiés, près de la frontière tchadienne. AFP

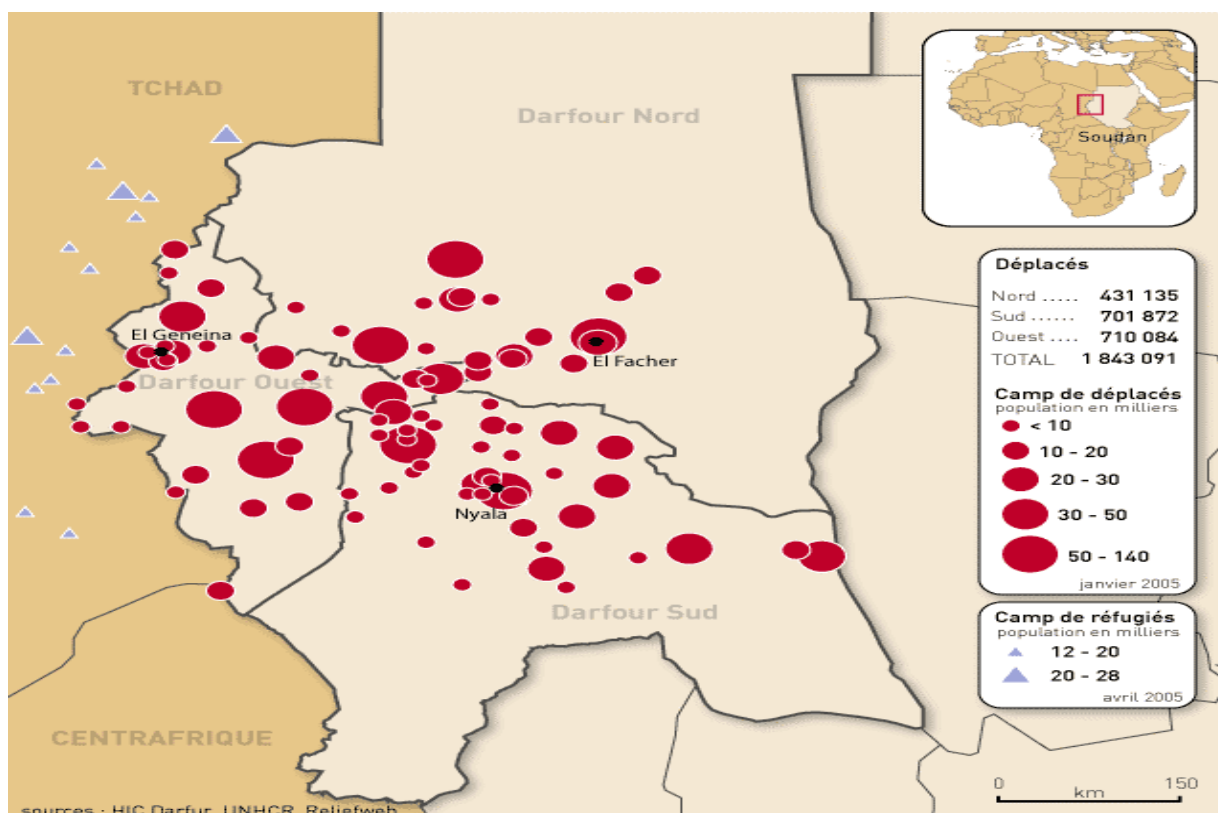
« *Nous sommes au bord de la catastrophe humanitaire...* »

« La situation humanitaire des déplacés et des réfugiés devient en effet tout à fait alarmante. Même si le cessez-le-feu signé récemment à Djamaena est maintenu, ce qui n'est pas sûr. Il faut craindre non pas une supposée politique d'épuration mais plutôt le facteur climatique. Avec l'arrivée de la saison des pluies, les camps vont devenir difficilement accessibles par voie de terre; quant aux pistes d'atterrissage, elles sont quasi inexistantes. Le manque d'eau se fait déjà sentir avec tous les risques épidémiques que cela implique. Le pire est peut-être à venir si la situation humanitaire des déplacés et des réfugiés devient incontrôlable. Le HCR a estimé les besoins immédiats à 55 millions de dollars et n'en a reçu que 8. Que Kofi Annan et Colin Powell aient été d'accord pour dire que l'heure n'était pas aux déclarations fracassantes mais à la mise en oeuvre,

d'urgence, des moyens adéquats ne change rien à la gravité de la situation ».

- Extrait de l'entretien « *Darfour un nouveau Rwanda* » Roland Marchal, chargé de recherche au, JEAN-MICHEL VERNOCHET, Jeudi 08 Juillet 2004.

Déplacés et réfugiés au Darfour, *Le Monde*.



Des camps de réfugiés toujours attaqués au Darfour

*Dans la région de Djebel Moun au Darfour, des miliciens ont attaqué **huit zones d'habitations civiles, dont un camp accueillant 3.500 personnes déplacées.** Ces attaques ont fait au moins 50 morts dont **27 enfants âgés de moins de 12 ans**, rapportent les Nations unies.*



Les miliciens Djandjawids ont été à maintes reprises accusés de se livrer à un "nettoyage ethnique" dans le Darfour.

FOCUS : Un comité local *Sauver Le Darfour, SLD* a été créé à Bordeaux pour alerter l'opinion et faire signer notre Appel.

« *La dénonciation d'un génocide, les pressions pour y mettre fin et l'organisation d'une aide humanitaire ne relèvent pas du clivage gauche-droite, que nous avons le devoir de dépasser sur de telles questions. **Diverses actions seront menées dès que possible, et tout d'abord des tractages*** ». Les habitants de la région peuvent contacter le comité par Email :

sld-bdx@laposte.net ou contact@sauverledarfour.org

Comité de rédaction :

***Benjamin Altmann,
Vincent B, Mahor
Chiche, Aymeric
Duvoisin, Serge
Farnel, Vanessa
Clément, Marie Le
Bail, Elisa T, Amadou
Zongo.***

Déjà testée au Rwanda,
l'indifférence ça marche
aussi au Darfour.

(10 000 morts par mois)



Darfour

Association pour
sauver le Darfour
et le Soudan

Sauver Le Darfour, SLD 10 rue Saint Claude 75003 Paris - 01 48 04 08 66 - www.sauverledarfour.org

Polémique :

Le diplomate néerlandais, Jan Pronk a écrit sur son site Internet que « le moral de l'armée était tombé au plus bas à la suite de deux défaites infligées par des rebelles du Nord-Darfour » et que Khartoum répondait à la violence au Darfour en augmentant ses troupes dans la région et en « mobilisant des milices arabes » accusées de pillage, meurtres, viols et autres atrocités (Le Soudan réclame un autre représentant de l'ONU après Jan Pronk, *Reuters*, vendredi 27 octobre 2006).

***Pour que notre association continue son travail de mobilisation
en France et en Europe
faites un geste***

devenez membre de SLD pour 20 Euros, ou faites un don

envoyez vos chèques à Sauver le Darfour : 10 rue Saint Claude 75003 Paris

<http://www.sauverledarfour.org>

contact@sauverledarfour.org

Intervention de Marielle de Sarnez au Parlement européen, mercredi 27 septembre 2006



« Depuis maintenant trois ans, sous les yeux d'une communauté internationale impuissante, le Darfour est victime d'une terrible tragédie.

Le conflit a provoqué la mort de plus de 300.000 civils. Deux millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du Darfour, soit un tiers de la population, et 200.000 ont traversé la frontière pour fuir vers le Tchad. Aujourd'hui, trois millions de personnes sont tributaires de la seule aide internationale pour l'alimentation, et les soins médicaux. Chaque jour, des enfants, des familles se font agresser, déplacer, assassiner.

La crise humanitaire s'aggrave. Dans la majeure partie du Darfour, au nord, les organisations humanitaires sont interdites de venir en aide à quelque **350.000 personnes qui ont besoin de médicaments et de**

nourriture. À cause de la malnutrition, et de l'absence d'eau, les épidémies de choléra et d'hépatite E se multiplient dans les camps. Les responsables des ONG sont eux aussi victimes de ce conflit. Douze d'entre eux ont été tués au cours des deux derniers mois.

L'accord de paix signé à Abuja le 5 mai dernier, de par son insuffisance, n'a pas permis l'arrêt des violences, mais au contraire a provoqué une recrudescence des exactions. Les combats, et les massacres des populations ont repris. 100.000 personnes ont dû fuir les violences depuis le mois de mai. **Des milliers de soldats de l'armée soudanaise se sont à nouveau déployés dans la région, et les bombardements aériens ont repris.**

Et pendant ce temps, ce sont plus de deux millions de personnes qui essayent de survivre. Parquées dans des camps. Encerclées par leurs ennemis, et régulièrement attaquées. Des centaines de femmes sont violées chaque mois, dès qu'elles sortent du camp et font quelques mètres pour aller chercher du bois, pour se chauffer et se nourrir. Ces millions de personnes avaient pour seule activité le travail de la terre. Elles se retrouvent aujourd'hui privées de ce droit élémentaire et en sont réduites à cultiver, quand elles le peuvent, quelques dizaines de mètres carrés autour des camps au risque de se faire attaquer par ceux-là même qui ont détruit leur village. Tous dépendent à 100% d'une aide internationale qui n'est pas particulièrement généreuse. Certains mois, les rations alimentaires sont diminuées par deux parce que les subventions ont manqué, parce que les donateurs n'étaient pas au rendez-vous. Ces camps, mes chers Collègues, sont de véritables prisons à ciel ouvert.

Nous n'avons pas le droit de rester plus longtemps indifférents à ce qui se passe au Darfour. L'Europe a une obligation humanitaire, politique, morale : imposer la paix dans cette partie du monde.

Il ne peut y avoir de solution militaire à la crise du Darfour. Il faut d'urgence réouvrir un espace de négociations et travailler à un accord politique, auquel participeraient pleinement toutes les parties concernées. C'est la condition sine qua non pour que la population du Darfour soutienne le processus de paix. **Cet accord devra prévoir la représentation des Darfouriens aux différents niveaux du gouvernement, une garantie réelle sur le désarmement des Janjaweds, et une garantie au retour, en toute sécurité, pour les deux millions de déplacés et les 200.000 réfugiés.**

Nous demandons que soit assuré un accès libre et sécurisé aux responsables humanitaires dans toutes les zones de conflit et nous lançons un appel à la Commission et au Conseil pour que l'Union européenne accroisse significativement son aide humanitaire.

Nous demandons que le gouvernement soudanais mette fin à son offensive armée et accepte dès à présent la décision du Conseil de sécurité de déployer une opération de maintien de la paix de l'ONU, afin de mettre un terme à la violence.

C'est maintenant que le Darfour a besoin de l'Europe. Nous n'avons pas le droit de ne pas être à ce rendez-vous ».

La position de Monsieur Paul Quilès



Le député PS **Paul Quilès**, vice-président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a adressé à toutes les rédactions de France une lettre alertant les médias sur la situation catastrophique du Darfour. Il leur a demandé de « **réveiller les consciences** ».

La position de Monsieur François Bayrou



« Je voudrais, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le ministre des affaires étrangères, vous demander que ce qui se passe au Darfour ne reste pas ignoré. Le refus d'une intervention des soldats de l'ONU par le gouvernement de Khartoum et le déclenchement d'une opération militaire extrêmement dure dans le nord du Darfour exigent que la France dise où nous en sommes et ce que nous allons faire. Quelque chose de grave est en train de se nouer, qui n'est pas étranger à notre propos de ce matin. Cela mérite notre mobilisation ».

Bayrou, Président de l'UDF.

MOBILISATION DE SURVIVANTS POUR LE DARFOUR

Dans une lettre ouverte publiée le 19 octobre 2006 par plusieurs journaux européens, **cent-vingt survivants de la Shoah et des génocides au Cambodge, au Rwanda et en Bosnie** ont appelé les Européens à s'engager d'urgence et avec fermeté dans le conflit au Darfour pour éviter que l'histoire ne s'y répète.

SAUVER LE DARFOUR REÇOIT DE NOUVEAUX SOUTIENS

- **PlanetePSG** a décidé de faire un geste en s'associant au site <http://www.sauverledarfour.org>, afin de mettre en lumière les massacres qui se déroulent au Darfour et trop longtemps ignorés, <http://www.planeteps.com>
- **Les Humains associés et les influenceurs**, se mobilisent pour Sauver Le Darfour, <http://www.humains-associes.org>
- Le Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] a décidé d'annoncer et soutenir nos initiatives, <http://www.collectifVAN.org>

Mobilisation des décideurs politiques français

En pleine période d'élaboration programmatique et de désignation de candidats à la plus haute fonction de notre pays, l'association *Sauver Le Darfour*, SLD demande à l'ensemble des candidats :

Si vous êtes élu(e)s que comptez-vous faire pour le Darfour ?



A travers l'interpellation de Madame Ségolène Royal et de Monsieur Nicolas Sarkozy c'est bien l'ensemble de la classe politique qui est interrogée sur son programme d'action pour le Darfour et la démocratisation du Soudan.

Face à l'ampleur du premier génocide du XXI^{ème} siècle, l'association ***Sauver Le Darfour, SLD*** invite l'ensemble des candidats à proposer : **que la France prenne l'initiative du vote d'une résolution de l'ONU organisant le déploiement d'une force de protection des civils du Darfour.**

Cette force d'interposition aidera à la paix ainsi qu'à la stabilité du Soudan et de la région.

Sauver Le Darfour invite également l'ensemble des citoyens à **créer des comités locaux pour le Darfour** afin de mettre au cœur du débat sur les questions internationales : le conflit du Darfour.

Les premières réponses :

*** Lundi 23 octobre 2006 : madame Marielle de Sarnez (député européen, UDF) a accepté de soutenir l'Appel de l'association *Sauver Le Darfour, SLD*.**

De nombreux élus locaux et citoyens ont d'ors et déjà décidé de se joindre à *Sauver Le Darfour, SLD*.

L'association *Sauver Le Darfour* s'engage à continuer tout au long de la campagne présidentielle à demander aux candidats de soutenir notre résolution pour arrêter les massacres au Darfour.

Retrouvez le Chat du Président de *Sauver Le Darfour, SLD* sur :

<http://www.20minutes.fr> et <http://www.sauverledarfour.org>